

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 mai 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code d'instruction criminelle
en ce qui concerne l'enregistrement
audiovisuel des auditions**

**AVIS DU CONSEIL SUPÉRIEUR
DE LA JUSTICE**

Voir:

Doc 55 **0348/ (S.E. 2019):**
001: Proposition de loi de Mme Gabriëls et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 mei 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek van
strafvordering wat betreft de audiovisuele
opname van een verhoor**

**ADVIES VAN DE HOGE RAAD
VOOR DE JUSTITIE**

Zie:

Doc 55 **0348/ (B.Z. 2019):**
001: Wetsvoorstel van mevrouw Gabriëls c.s.

04533

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)



Conseil supérieur
de la Justice
Hoge Raad
voor de Justitie

AVIS

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE CODE
D'INSTRUCTION CRIMINELLE EN CE QUI CONCERNE
L'ENREGISTREMENT AUDIOVISUEL DES AUDITIONS

APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU
CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE LE 3 MAI 2021

Avis

**Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne
l'enregistrement audiovisuel des auditions**

Approuvé par l'Assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice,
le 3 mai 2021

Il existe aussi une version néerlandaise du présent avis.
Er bestaat ook een Nederlandstalige versie van dit advies.

Vous pouvez consulter ou télécharger ce document sur le site Internet du Conseil supérieur de la Justice.
www.csj.be

TABLE DES MATIERES

1. Introduction	1
1.1. Contexte	1
1.2. Le droit actuel	1
1.3. Convention européenne des droits de l'homme et jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	4
2. La proposition de loi	5
3. Analyse de la proposition de loi	5
3.1. Précédents travaux du CSJ	5
3.2. La mise en œuvre de cette extension	6
3.2.1. Sur le plan juridique	6
3.2.2. Sur le plan matériel	7
4. Perspectives	9
5. Annexes	10

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE

Au cours de la séance plénière du 18 mars 2021, la Chambre des représentants a décidé, en application de l'article 259bis-12, §1^{er} ¹, du Code judiciaire, de demander l'avis du Conseil supérieur de la Justice (CSJ) sur la proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'enregistrement audiovisuel des auditions (Chambre, 55-0348/001, ci-après «la proposition de loi»).

Le 01 avril 2021, la Commission d'avis et d'enquête réunie (CAER) a décidé de répondre à cette demande.

1.2. LE DROIT ACTUEL

Les dispositions pertinentes du Code d'instruction criminelle sont reprises en annexe. Ci-dessous, suit une présentation structurée des principes généraux.

Actuellement, les auditions de personnes (des suspects, victimes ou témoins) ne doivent généralement pas être enregistrées. Néanmoins, dans certains cas, les auditions peuvent être enregistrées, et dans d'autres cas, elles doivent obligatoirement l'être.

1. L'enregistrement facultatif

L'article 112ter du Code d'instruction criminelle – et auquel la proposition de loi tend à insérer une disposition complémentaire - prévoit la possibilité d'un enregistrement audiovisuel ou audio de l'audition d'une personne. Cet article est rédigé de la manière suivante :

« § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions des articles 92 à 103, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel ou audio d'une audition. La personne à entendre est préalablement mise au courant de cette décision.

§ 2. L'audition enregistrée est effectuée par le procureur du Roi ou le juge d'instruction, selon le cas, ou par un fonctionnaire de police nominativement désigné par lui.

§ 3. Le procureur du Roi ou le juge d'instruction dresse un procès-verbal de l'audition, dans lequel il reprend, sans préjudice des droits prévus à l'article 47bis, les principaux éléments de l'entretien et éventuellement une retranscription des passages les plus significatifs.

Il est également fait mention dans le procès-verbal des motifs pour lesquels l'enregistrement audiovisuel ou audio a été ordonné.

§ 4. Sans préjudice de l'application de l'article 47bis, il est procédé, à la demande du juge d'instruction, du procureur du Roi, de la personne entendue ou des parties au procès, à la retranscription intégrale et littérale des parties additionnelles de l'audition qu'ils désignent. Elle est versée au dossier dans les plus brefs délais.

§ 5. L'enregistrement de l'audition est réalisé en deux exemplaires. Les deux cassettes ont le statut d'originaux et sont déposées au greffe à titre de pièces à conviction.

§ 6. L'enregistrement ne peut être visionné ou écouté que par des personnes qui participent professionnellement à l'information, à l'instruction

¹ La commission d'avis et d'enquête réunie prépare, soit d'office, soit à la demande de l'assemblée générale, du Ministre de la Justice ou de la majorité des membres de la Chambre des représentants ou du Sénat, les avis et les propositions concernant :

1° le fonctionnement général de l'ordre judiciaire ;

2° les propositions et les projets de loi qui ont une incidence sur le fonctionnement de l'ordre judiciaire ;

3° l'utilisation des moyens disponibles.

ou au jugement dans le cadre du dossier judiciaire, ainsi que par les parties au procès et par la personne entendue.

L'inculpé non détenu et la partie civile peuvent introduire une demande en ce sens auprès du juge d'instruction conformément à l'article 61ter.

Toutes les parties ont le droit de visionner ou, selon le cas, d'écouter l'enregistrement après que le procureur du Roi a pris des réquisitions en vue du règlement de la procédure, conformément à l'article 127.

§ 7. Pour l'application de l'article 341, l'enregistrement de l'audition d'un témoin est assimilé à une déclaration écrite. »

Concrètement, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel ou audio d'une audition d'une personne, et ce, sans pour autant devoir disposer du consentement de celle-ci. Toutefois, cette personne doit être mise au courant de cette décision d'enregistrement. Le procureur du Roi ou le juge d'instruction (ou encore, dans certains cas, le fonctionnaire de police désigné par le juge d'instruction) effectue l'audition enregistrée qui fera également l'objet d'un procès-verbal reprenant les principaux éléments de l'entretien ainsi que les raisons pour lesquelles l'enregistrement a été ordonné.

Le juge d'instruction, le procureur du Roi, la personne entendue ou les parties au procès peuvent demander de faire retranscrire certaines parties supplémentaires de l'audition. Deux exemplaires de cet enregistrement sont produits, ont le statut d'originaux et sont déposés au greffe. Cet enregistrement ne peut être visionné (ou écouté) que par les parties au procès, la personne entendue, ou les parties participant professionnellement à l'information, l'instruction ou au jugement.

En pratique, l'article 112ter du Code d'instruction criminelle est généralement utilisée pour l'audition des prévenus et ne vise pas les personnes mineures et majeurs vulnérables, victimes ou témoins de certaines infractions visées aux articles 92 à 101 du Code d'instruction criminelle.

L'article 92, § 1^{er}, al.2 du Code d'instruction criminelle prévoit également que « *Le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs et des majeurs vulnérables victimes ou témoins d'autres infractions visées à l'article 91bis. L'enregistrement est réalisé avec le consentement du mineur ou du majeur vulnérable. Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer.* ». Ainsi, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs et des majeurs vulnérables², victimes ou témoins d'infractions visées aux articles 347bis, 380 §§ 1 à 3 et 6, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 à 405ter, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426, 428, 433quinquies à 433octies du Code pénal, et aux articles 77bis à 77quinquies de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, pour autant que ces personnes y consentent (les mineurs de moins de 12 ans en sont simplement informés).

En outre, le paragraphe 2 de l'article 92 du Code d'instruction criminelle prévoit que « *L'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs et des majeurs vulnérables, victimes ou témoins d'autres infractions que celles visées à l'article 91bis peut être ordonné en raison de circonstances graves et exceptionnelles. L'enregistrement est réalisé avec le consentement du mineur ou du majeur vulnérable. Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer.* » Concrètement, Il permet au procureur du Roi ou au juge d'instruction d'ordonner l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs et des majeurs vulnérables victimes ou témoins d'autres infractions que celles visées dans

² Par "majeur vulnérable", l'article 92, al.2 du Code d'instruction criminelle entend « toute personne dont la situation vulnérable en raison de son âge, d'un état de grossesse, d'une maladie ou d'une déficience ou infirmité physique ou mentale est apparente ».

le paragraphe précédent, en raison de circonstances graves et exceptionnelles, pour autant que ces personnes y consentent (les mineurs de moins de 12 ans en sont simplement informés).

2. L'enregistrement obligatoire

L'audition des mineurs ou majeurs vulnérables, victimes ou témoins d'infractions visées aux articles 371/1 à 377, 377quater, 379, 380, §§ 4 et 5, et 409 du Code pénal ³, doit faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel. Cependant, le procureur du Roi et le juge d'instruction peuvent, en motivant leur décision et en tenant compte des circonstances propres à l'affaire et dans l'intérêt de ces victimes ou témoins, décider de ne pas procéder à cet enregistrement.

L'audition, lorsqu'elle est enregistrée, doit également faire l'objet d'un procès-verbal qui doit être établi dans les quarante-huit heures ou immédiatement en cas de privation de liberté de la personne suspectée⁴. Ainsi, « *il est procédé à une retranscription intégrale et littérale de l'audition sur demande du juge d'instruction, du procureur du Roi ou à la demande de la personne entendue ou des parties au procès. Cette retranscription rend compte de l'attitude et des expressions du mineur ou du majeur vulnérable. Elle est versée dans les plus brefs délais au dossier* »⁵.

Devant la juridiction d'instruction et de jugement, les procès-verbaux d'interrogatoire ainsi que les supports audiovisuels de l'enregistrement sont produits en lieu et place de la comparution personnelle du mineur ou du majeur vulnérable⁶. Néanmoins, la juridiction de jugement peut déroger à ce principe, en ordonnant la comparution de la personne auditionnée par une décision motivée, et ce, lorsque cette comparution est nécessaire à la manifestation de la vérité⁷.

³ Le fait d'observer ou de faire observer une personne ou d'en réaliser un enregistrement visuel ou audio :

- Directement ou par un moyen technique ou autre ;
- Sans l'autorisation de cette personne ou à son insu ;
- Alors que celle-ci était dénudée ou se livrait à une activité sexuelle explicite, et ;
- Alors qu'elle se trouvait dans des circonstances où elle pouvait raisonnablement considérer qu'il ne serait pas porté atteinte à sa vie privée ;

Montrer, rendre accessible ou diffuser des images ou l'enregistrement visuel ou audio d'une personne dénudée ou se livrant à une activité sexuelle explicite, sans son accord ou à son insu, même si cette personne a consenti à leur réalisation ;

Les attentats à la pudeur et le crime de viol ;

La personne majeure qui, par le biais des technologies de l'information et de la communication, propose une rencontre à un mineur de moins de seize ans accomplis dans l'intention de commettre une infraction visée aux chapitres V, VI et VII du Code pénal ;

L'incitation à la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur ;

Le détournement, en vue de la débauche ou de la prostitution, même de son consentement, d'une personne mineure ;

La tenue d'une maison de débauche ou de prostitution où des mineurs se livrent à la prostitution ou à la débauche ;

La vente, la location ou la mise à disposition d'un mineur aux fins de la débauche ou de la prostitution, des chambres ou tout autre local dans le but de réaliser un profit anormal ;

L'exploitation de quelque manière que ce soit de la débauche ou la prostitution d'un mineur. La mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin, avec ou sans consentement de cette dernière.

⁴ Art.96 du Code d'instruction criminelle qui ne s'applique pas aux enregistrements effectués sur la base de l'art. 112ter du Code d'instruction criminelle.

⁵ Idem

⁶ Art.100 du Code d'instruction criminelle

⁷ Idem

1.3. CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ET JURISPRUDENCE DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme consacre le « *droit à un procès équitable* »⁸⁹.

En raison de sa structure, l'article 6 de la Convention commande qu'une distinction soit faite entre la matière « civile » et la matière « pénale ». La Cour européenne des droits de l'homme souligne cette distinction en énonçant que « *les droits de l'accusé et de l'inculpé exigent une protection plus forte que les droits des parties à un procès civil (...). Les principes et standards applicables à la procédure pénale doivent être posés avec une précision et une clarté particulières.* »^{10 11}

En matière de témoignage dans les affaires d’abus sexuels, la Cour considère que compte tenu de la spécificité des caractéristiques des procédures pénales en matière d’infractions à caractère sexuel, l’article 6, §3, d)¹² ne saurait être interprété comme imposant dans chaque cas que des questions soient posées directement par l’accusé ou par son avocat, dans un contre-interrogatoire ou par d’autres moyens^{13 14}. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme exige que l’accusé puisse regarder les données audiovisuelles en temps utile, celui-ci disposant d’une possibilité, à l’audience, de contester le contenu et la fiabilité des déclarations du mineur ou du majeur.¹⁵

A ce titre, la Cour estime que, puisqu'une confrontation directe entre les personnes accusées de violences sexuelles et leurs victimes alléguées risquent de traumatiser davantage ces dernières, le contre-interrogatoire personnel des victimes par les accusés doit être entouré des plus grandes précautions par les juridictions nationales, à plus forte raison si les questions sont intimes¹⁶.

Toutefois, la Cour européenne des droits de l'homme considère que le visionnage d'un enregistrement vidéo de la déposition d'un témoin ne permet à lui seul de préserver suffisamment les droits de la défense si les autorités n'ont aucunement permis de poser des questions au déposant^{17 18}.

⁸ <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680063776#:~:text=1Toute%20personne%20a%20droit%20%C3%A0%20ce%20que%20sa%20cause,tout%20accusation%20en%20mat%C3%A8re%20p%C3%A9nale>

§1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, sous des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

§2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

§3. Tout accusé a droit notamment à :

a) être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ;

b) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent ;

d) interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge ;

e) se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

²¹ Notamment, Cour. Eur. D.H. Affaire *Moreira Ferreira c. Portugal* (n°2), Requête n°19867/12, §§66-67, 1.

<https://hudoc.echr.coe.int/app/conversion/docx/pdf?library=ECHR&id=001-175647&filename=CEDH.pdf>

¹⁹ Tout accusé a droit notamment à : (...) d) interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;

¹⁴ Cour. Eur. D.H., Affaire W.S. c. Pologne, Requête n° 21508/02, §55, 24 septembre 2007.

<https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22:%5B%22001-81140%22%5D%7D>

¹⁵ De Smet B., Verhoren – en audiovisueel verhoor van minderjarige of kwetsbare meerderjarige personen, Comm. Strafr., Afl. 93, p.221

²⁷ Cour. Eur. D.H., Affaire D. c. Finlande, Requête n° 30542/04, §50, 06 septembre 2009.

<https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22:%5B%22001-93456%22%5D%7D>

¹⁶ Cour. Eur. D.H., Affaire A.L. c. Finlande, Requête n° 23220/04, §41, 2005, <https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22%3A%5B%22001-90937%22%5D%7D>

2. LA PROPOSITION DE LOI

La proposition de loi prévoit de compléter l'article 112ter, §1^{er} 19 du Code d'instruction criminelle²⁰ par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« L'audition des majeurs victimes ou témoins d'infractions visées aux articles 371/1 à 377, 377quater²¹, 379, 380, §§ 1er à 6²², et 409²³ du Code pénal fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel, sauf décision contraire motivée prise par le procureur du Roi ou le juge d'instruction tenant compte des circonstances propres à l'affaire. L'enregistrement est effectué avec l'accord de la personne auditionnée. »²⁴

Ainsi, la proposition « prévoit de généraliser également le recours à l'enregistrement pour les personnes majeures en cas de faits particulièrement sensibles, l'objectif étant de mieux protéger celles-ci contre les effets traumatisants que peuvent avoir des auditions répétées »²⁵.

3. ANALYSE DE LA PROPOSITION DE LOI

3.1. PRÉCÉDENTS TRAVAUX DU CSJ

Le CSJ a toujours considéré que la réponse de la Justice à la problématique des violences sexuelles ainsi que la situation des victimes de tels actes constituaient des priorités absolues.

En la matière, le CSJ a notamment rédigé un rapport et un rapport de suivi, tous deux disponibles sur son site internet:

- « Vers une meilleure approche de la violence sexuelle », rapport approuvé par l'Assemblée Générale du CSJ le 25 avril 2019²⁶.
- « Vers une meilleure approche des violences sexuelles », rapport de suivi et d'approfondissement approuvé par l'Assemblée Générale du CSJ le 25 juin 2020²⁷.

¹⁹ Sans préjudice des dispositions des articles 92 à 103, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel ou audio d'une audition. La personne à entendre est préalablement mise au courant de cette décision.

²⁰ Inséré par la loi du 2 août 2002 et modifié par la loi du 30 décembre 2009.

²¹ Repris dans le Titre VII du Code pénal - Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique - Chapitre V - Du voyeurisme, de la diffusion non consensuelle d'images et d'enregistrements à caractère sexuel, de l'attentat à la pudeur et du viol.

²² Repris dans le Titre VII du Code pénal - Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique - Chapitre VI - De la corruption de la jeunesse et de la prostitution.

²³ Repris dans le Titre VIII - Des crimes et des délits contre les personnes. Chapitre I. - De l'homicide et de lésions corporelles volontaires de la torture, du traitement inhumain et du traitement dégradant.

²⁴ <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/0348/55K0348001.pdf>

²⁵ <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/0348/55K0348001.pdf>

²⁶ <https://csj.be/admin/storage/hri/20190426-violencesexuelle-f.pdf>

²⁷ <https://csj.be/admin/storage/hri/2020-06-25-vers-une-meilleure-approche-des-violences-sexuelles.pdf>

Par ces rapports, le CSJ a souhaité apporter sa contribution pour améliorer la réponse que la Justice donne aux violences sexuelles et aux demandes des victimes, particulièrement au stade de la plainte et de l'enquête.

A ce titre, dans le cadre de précédentes recommandations rédigées en 2019, le CSJ a invité formellement les membres du gouvernement fédéral et des gouvernements des entités fédérées à « *poursuivre le développement des auditions audiovisuelles et des dernières techniques d'audition et généraliser leur utilisation en matière de mœurs.* »²⁸

Le CSJ est, en principe, favorable à une extension de l'enregistrement audiovisuel en matière de mœurs. L'enregistrement audiovisuel des auditions de victimes ou témoins d'infractions à caractère sexuel a pour objectif essentiel de protéger ceux-ci contre tout dommage psychologique supplémentaire ou intimidation à l'audience. L'enregistrement audiovisuel des auditions de victimes ou témoins d'infractions à caractère sexuel participe aussi au respect des droits de la défense à condition que l'auteur présumé puisse contester la fiabilité des déclarations qui ont été faites.

3.2. LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE EXTENSION

3.2.1. Sur le plan juridique

1. Il faut remarquer qu'en reprenant textuellement une proposition de loi de 2016 (Chambre, 54-2102/001), la présente proposition de loi ne prend pas en considération la loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes²⁹. En effet, cette loi avait déjà étendu le champ d'application des articles 91bis³⁰ et 92³¹ du Code d'instruction criminelle des mineurs (victimes ou témoins) aux majeurs vulnérables (victimes ou témoins).

En adoptant la même façon de procéder que le législateur dans le cadre de la loi du 5 mai 2019, l'objectif poursuivi par cette proposition de loi pourrait être atteint plus simplement et de manière cohérente, en élargissant une nouvelle fois le champ d'application *ratione personae* de l'article 92 du Code d'instruction criminelle.

Par souci de lisibilité et de cohérence des textes, il serait donc plus logique d'étendre le champ d'application de l'article 92 du Code d'instruction criminelle aux victimes ou témoins majeurs en général, plutôt que d'insérer un nouvel alinéa dans l'article 112ter § 1 du Code d'instruction criminelle. À ce titre, il suffirait de supprimer les mots « *mineurs et des majeurs vulnérables* » de l'article 92 du Code d'instruction criminelle³². Ainsi, cette disposition

²⁸ <https://csj.be/admin/storage/hqj/20190426-violencesexuelle-f.pdf>

²⁹ http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&table_name=loi&cn=2019050510

³⁰ Tout mineur d'âge [et tout majeur vulnérable], [et victimes ou témoins] des faits visés aux [articles 347bis, [et 371/1 à] 377, [et 377quater], 379, 380, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 à 405ter, 409, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426 [et 428, 433quinquies à 433octies du Code pénal, et aux articles 77bis à 77quinquies de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,] [et ont le droit] de se faire accompagner par la personne majeure de [leur choix] lors de toute audition effectuée par l'autorité judiciaire, sauf décision contraire motivée prise à l'égard de cette personne par le ministère public ou le magistrat instructeur dans l'intérêt du mineur [et du majeur vulnérable] ou de la manifestation de la vérité. [et Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par "majeur vulnérable" toute personne dont la situation vulnérable en raison de son âge, d'un état de grossesse, d'une maladie ou d'une déficience ou infirmité physique ou mentale est apparente.]

³¹ [et 1er. L'audition des mineurs [et des majeurs vulnérables], [et victimes ou témoins d'infractions visées [et aux articles 371/1] 377, [et 377quater], 379, 380, §§ 4 et 5, et 409 du Code pénal fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel, sauf décision contraire motivée prise par le procureur du Roi ou le juge d'instruction tenant compte des circonstances propres à l'affaire et dans l'intérêt du mineur [et du majeur vulnérable]. Le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs [et des majeurs vulnérables] victimes ou témoins d'autres infractions visées à l'article 91bis. L'enregistrement est réalisé avec le consentement du mineur [et du majeur vulnérable]. Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer. § 2. L'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs [et des majeurs vulnérables], [et victimes ou témoins d'autres infractions que celles visées à l'article 91bis peut être ordonné en raison de circonstances graves et exceptionnelles. L'enregistrement est réalisé avec le consentement du mineur [et du majeur vulnérable]. Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer.]

³² Le CSJ propose la même extension pour l'article 91bis du Code d'instruction criminelle (voir sous le point 4 « Perspectives »)

s'appliquera à tous les témoins et victimes des infractions visées. En faisant cela, l'objectif de la proposition de loi est réalisé.

Au-delà de la simplification qu'apporte cette façon de procéder, elle permet aussi l'application cohérente des articles 93 à 101 du Code d'instruction criminelle à cette extension.

2. Les infractions visées par la proposition de loi relative à l'enregistrement audiovisuel des auditions de majeurs (victimes ou témoins) sont identiques à celles visées à l'article 92 §1 al.1 du Code d'instruction criminelle, sauf en ce qui concerne l'article 380 du Code pénal. La proposition de loi vise les paragraphes 1 à 6 de cette disposition alors que l'article 92 §1 al.1 du Code d'instruction criminelle ne vise que les paragraphes 4 et 5 de l'article 380 du Code pénal.

Il n'y a pas de raison objective de traiter différemment les victimes mineures ou majeurs vulnérables des infractions visées à l'article 380 du Code pénal, ce que l'application de la proposition de loi aurait eu comme effet.

Compte tenu de l'esprit de la proposition de loi, il serait donc opportun d'inclure toutes les infractions visées à l'article 380 du Code pénal dans la liste des infractions contenue dans l'article 92, §1, al.1 du Code d'instruction criminelle.

De plus, il est conseillé d'inclure dans la liste des infractions visées à l'article 92, §1, al.1 du Code d'instruction criminelle, l'article 371/2³³ du Code pénal vu que l'article 371/1 du même code y figure déjà.

3.2.2. Sur le plan matériel

L'informatisation

L'enregistrement audiovisuel des auditions de victimes ou témoins d'infraction à caractère sexuel implique nécessairement sur le plan matériel l'utilisation d'outils informatiques. En la matière, la Belgique est clairement à la traîne par rapport à d'autres pays européens, et certainement par rapport à ses voisins³⁴.

Le CSJ rappelle donc qu'il est indispensable d'investir en priorité dans l'informatisation continue de la Justice. Cette informatisation doit passer par une concertation constructive avec tous les acteurs concernés. Les avis de l'Autorité de protection des données doivent en outre être respectés. Le pouvoir judiciaire doit conserver la maîtrise de ses propres systèmes et données informatiques, sans être dépendant d'acteurs externes³⁵.

En outre, chaque poste de police devrait être doté d'un équipement audiovisuel fonctionnel. En effet, il serait inacceptable que la victime ou le témoin d'une infraction à caractère sexuel soit renvoyé ou redirigé vers un autre poste de police faute de moyens ou en raison de problèmes techniques.

A l'heure actuelle, il faut aussi relever que dans certaines entités judiciaires :

- Il n'y a ni rétroprojecteur ni écran ;

³³ Inséré par la loi du 4 avril 2020

³⁴ European judicial systems, Efficiency and quality of justice, CEPEJ STUDIES No. 26 Nr. 4.2 "State of Information Technology (IT) Development in European Judicial Systems: <https://rm.coe.int/rapport-avec-couv-18-09-2018-en/16808de9e>

³⁵ CSJ, Mémoire au formateur du prochain gouvernement fédéral. Disponible sur : <https://csj.be/admin/storage/hrj/memorandum2019-f.pdf>

- La configuration des salles d'audience n'est pas adaptée ;
- Les fichiers audiovisuels sont illisibles faute de lecteur approprié³⁶.

Il est donc primordial que les investissements nécessaires soient réalisés en termes de ressources humaines, de moyens matériels et de formations pour rendre effectif l'enregistrement audiovisuel des témoins ou victimes d'infractions à caractère sexuel et pour que l'utilisation de ces enregistrements puisse se faire de la meilleure façon possible dans l'intérêt tant de l'accusation que de la défense.

Protection de la confidentialité

Les enregistrements audiovisuels des auditions font partie intégrante des pièces à conviction d'un dossier pénal. A ce titre, ils peuvent être consultés au greffe par les différentes parties. Toutefois, il faut souligner que cette consultation a généralement lieu dans des conditions matérielles précaires peu respectueuses de l'obligation de confidentialité. Compte tenu du caractère sensible de ces enregistrements, *a fortiori*, lorsqu'ils concernent un dossier judiciaire relatif à une infraction à caractère sexuel, les ressources nécessaires devraient être allouées aux juridictions compétentes pour que ces enregistrements audiovisuels puissent être visionnés en toute confidentialité.

Egalement, il serait conseillé d'ajouter les auditions audiovisuelles au dossier judiciaire électronique lorsque celui-ci sera effectif. En effet, à l'heure actuelle, il doit malheureusement être rappelé qu'il n'existe toujours pas de dossier électronique.³⁷

³⁶ CSJ, Vers une meilleure approche de la violence sexuelle.

Disponible sur : <https://csj.be/admin/storage/hrj/20190426-violencesexuelle-f.pdf>

³⁷ Note de la Commission d'avis et d'enquête réunie - Projet d'arrêté royal de pouvoirs spéciaux concernant la prorogation des délais de procédure devant les juridictions civiles et administratives et de la procédure écrite en ce qui concerne les procédures civiles. Disponible sur : <https://csj.be/admin/storage/hrj/20200401-note-caer-ar-pouvoir-speciaux-def.pdf>

4. PERSPECTIVES

1. Au-delà de la présente demande d'avis, le CSJ invite le pouvoir législatif à une réflexion globale sur l'enregistrement audiovisuel des auditions et des auditions à distance en créant un cadre réglementaire plus cohérent et clair.

2. L'article 91bis du Code d'instruction criminelle prévoit que tout mineur d'âge ou majeur vulnérable, victime ou témoin, peut se faire accompagner par une personne majeure de son choix lors de son audition. Cette possibilité devrait également être étendue à toute personne victime ou témoin de ces infractions. Pour ce faire, il suffirait alors de remplacer les mots « *tout mineur d'âge et tout majeur vulnérable, victimes ou témoins* » par « *Les victimes ou témoins* ». Il faudrait aussi adapter les titres, chapitres et articles au regard de cette modification tout en conservant ou déplaçant la définition de « *majeurs vulnérables* » qui serait relevante dans d'autres articles³⁸ du Code d'instruction criminelle.

3. Les modalités du consentement relatif à l'enregistrement audiovisuel des auditions mériteraient également d'être harmonisées. Le CSJ relève que l'article 92, §1 du Code d'instruction criminelle octroie la possibilité à la personne entendue de refuser l'enregistrement de l'audition, ce qui n'est pas le cas pour l'article 112ter, §1 du Code d'instruction criminelle.

4. Enfin, le CSJ propose d'actualiser les termes utilisés à l'article 112ter du Code d'instruction criminelle, tel que la loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes l'a fait pour les articles 91bis et suivants du Code judiciaire. À titre d'exemples :

- Au paragraphe 2 de l'article 112ter du Code d'instruction criminelle, remplacer les mots « *nominativement désigné par lui* » par « *breveté à cet effet* » ;
- Au paragraphe 5 de l'article 112ter du Code d'instruction criminelle, remplacer les mots « *les cassettes* » par « *les supports de données audiovisuels* ».

³⁸ Art.190bis et 310 C.I.Cr

5. ANNEXES

1. Articles du Code d'instruction criminelle

Art. 91bis. Tout mineur d'âge ^[2] et tout majeur vulnérable, ^[2] ^[2] victimes ou témoins ^[2] des faits visés aux [articles 347bis, ^[2] 371/1 à ^[2] 377, ^[1] 377quater, ^[1] 379, 380, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 à 405ter, 409, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426 [, 428, 433quinquies à 433octies du Code pénal, et aux articles 77bis à 77quinquies de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,]] ^[2] ont le droit ^[2] de se faire accompagner par la personne majeure de ^[2] leur choix ^[2] lors de toute audition effectuée par l'autorité judiciaire, sauf décision contraire motivée prise à l'égard de cette personne par le ministère public ou le magistrat instructeur dans l'intérêt du mineur ^[2] ou du majeur vulnérable, ^[2] ou de la manifestation de la vérité.

^[2] Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par "majeur vulnérable" toute personne dont la situation vulnérable en raison de son âge, d'un état de grossesse, d'une maladie ou d'une déficience ou infirmité physique ou mentale est apparente. ^[2] <L 2000-11-28/35, art. 38, 026; En vigueur : 01-04-2001> <L 2005-08-10/61, art. 26, 045; En vigueur : 12-09-2005>

(1)<L 2014-04-10/24, art. 10, 073; En vigueur : 10-05-2014>

(2)<L 2016-02-01/09, art. 2, 081; En vigueur : 29-02-2016>

(3)<L 2019-05-05/10, art. 16, 102; En vigueur : 03-06-2019>

Art. 92. ^[1] § 1er. L'audition des mineurs ^[4] et des majeurs vulnérables, ^[4] victimes ou témoins d'infractions visées ^[2] aux articles 371/1 ^[2] à 377, ^[2] 377quater, ^[2] 379, 380, §§ 4 et 5, et 409 du Code pénal fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel, sauf décision contraire motivée prise par le procureur du Roi ou le juge d'instruction tenant compte des circonstances propres à l'affaire et dans l'intérêt du mineur ^[4] ou du majeur vulnérable ^[4].

Le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs ^[4] et des majeurs vulnérables ^[4] victimes ou témoins d'autres infractions visées à l'article 91bis.

L'enregistrement est réalisé avec le consentement du mineur ^[4] ou du majeur vulnérable ^[4]. Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer.

§ 2. L'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs ^[4] et des majeurs vulnérables, ^[4] victimes ou témoins d'autres infractions que celles visées à l'article 91bis peut être ordonné en raison de circonstances graves et exceptionnelles.

L'enregistrement est réalisé avec le consentement du mineur ^[4] ou du majeur vulnérable ^[4]. Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer. ^[1]

(1)<L 2011-11-30/28, art. 4, 063; En vigueur : 01-01-2013>

(2)<L 2014-04-10/24, art. 11, 073; En vigueur : 10-05-2014>

(3)<L 2016-02-01/09, art. 3, 081; En vigueur : 29-02-2016>

(4)<L 2019-05-05/10, art. 17, 102; En vigueur : 03-06-2019>

Art. 96. <L 2000-11-28/35, art. 38, 026; En vigueur : 01-04-2001> Un procès-verbal de l'audition enregistrée est établi dans les quarante-huit heures ou immédiatement en cas de privation de liberté de la personne suspectée. Ce procès-verbal reprend, outre les indications prévues à l'article 47bis, les principaux éléments de l'entretien et éventuellement une retranscription des passages les plus significatifs.

Il est procédé à la retranscription intégrale et littérale de l'audition sur demande du juge d'instruction, du procureur du Roi ou à la demande de la personne entendue ou des parties au procès. Cette retranscription rend compte de l'attitude et des expressions du mineur ^[1] ou du majeur vulnérable ^[1]. Elle est versée dans les plus brefs délais au dossier.

(1)<L 2019-05-05/10, art. 21, 102; En vigueur : 03-06-2019>

[Art. 100](#).<L 2000-11-28/35, art. 38, 026; En vigueur : 01-04-2001> Les procès-verbaux d'interrogatoire et les [1] supports de données audiovisuels [1] de l'enregistrement sont produits devant la juridiction d'instruction et la juridiction de jugement en lieu et place de la comparution personnelle du mineur [1] ou du majeur vulnérable [1].

Toutefois, lorsqu'elle estime la comparution [1] de la personne auditionnée [1] nécessaire à la manifestation de la vérité, la juridiction de jugement peut l'ordonner par une décision motivée.

[Art. 112ter](#).<Inséré par L 2002-08-02/71, art. 2; En vigueur : 22-09-2002> § 1er. Sans préjudice des dispositions des articles 92 à 103, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel ou audio d'une audition. La personne à entendre est préalablement mise au courant de cette décision.

§ 2. L'audition enregistrée est effectuée par le procureur du Roi ou le juge d'instruction, selon le cas, ou par un fonctionnaire de police nominativement désigné par lui.

§ 3. Le procureur du Roi ou le juge d'instruction dresse un procès-verbal de l'audition, dans lequel il reprend, sans préjudice des droits prévus à l'article 47bis, les principaux éléments de l'entretien et éventuellement une retranscription des passages les plus significatifs.

Il est également fait mention dans le procès-verbal des motifs pour lesquels l'enregistrement audiovisuel ou audio a été ordonné.

§ 4. [1] Sans préjudice de l'application de l'article 47bis, il est procédé, à la demande du juge d'instruction, du procureur du Roi, de la personne entendue ou des parties au procès, à la retranscription intégrale et littérale des parties additionnelles de l'audition qu'ils désignent. Elle est versée au dossier dans les plus brefs délais. [1]

§ 5. L'enregistrement de l'audition est réalisé en deux exemplaires. Les deux cassettes ont le statut d'originaux et sont déposées au greffe à titre de pièces à conviction.

§ 6. L'enregistrement ne peut être visionné ou écouté que par des personnes qui participent professionnellement à l'information, à l'instruction ou au jugement dans le cadre du dossier judiciaire, ainsi que par les parties au procès et par la personne entendue.

L'inculpé non détenu et la partie civile peuvent introduire une demande en ce sens auprès du juge d'instruction conformément à l'article 61ter.

Toutes les parties ont le droit de visionner ou, selon le cas, d'écouter l'enregistrement après que le procureur du Roi a pris des réquisitions en vue du règlement de la procédure, conformément à l'article 127.

§ 7. Pour l'application de l'article 341, l'enregistrement de l'audition d'un témoin est assimilé à une déclaration écrite.

(1)<L [2009-12-30/14](#), art. 3, 055; En vigueur : 25-01-2010>

[Art. 190bis](#).<L 2000-11-28/35, art. 39, 016; En vigueur : 01-04-2001> En ce qui concerne les témoins mineurs [1] ou les témoins majeurs vulnérables [1], le tribunal fait, le cas échéant, application des articles 92 à 101 relativement à l'audition enregistrée.

Lorsqu'il estime la comparution du mineur [1] ou du majeur vulnérable [1] nécessaire à la manifestation de la vérité, celle-ci est organisée par vidéoconférence, [1] à moins que le témoin [1] n'exprime la volonté de témoigner à l'audience.

En cas d'audition par vidéoconférence, le mineur [1] ou le majeur vulnérable [1] est entendu dans une pièce séparée, en présence, le cas échéant, de la personne visée à l'article 91bis, de son avocat, d'un ou de membres du service technique et d'un expert [1] ... [1].

Si le tribunal l'estime nécessaire à la sérénité du témoignage, il peut, dans tous les cas, limiter ou exclure le contact visuel entre le mineur [1] ou le majeur vulnérable [1] et le prévenu.

Cet article est applicable aux mineurs dont l'audition a été enregistrée en vertu de l'article 92 et qui ont atteint l'âge de la majorité au moment de l'audience.

(1)<L [2019-05-05/10](#), art. 41, 063; En vigueur : 03-06-2019>

[Art. 311](#).^[1] En ce qui concerne les témoins mineurs ^[2] ou les témoins majeurs vulnérables^[2], le président fait, le cas échéant, application des articles 92 à 101 relativement à l'audition enregistrée.

Lorsqu'il estime la comparution du mineur ^[2] ou du majeur vulnérable^[2] nécessaire à la manifestation de la vérité, celle-ci est organisée par vidéoconférence, ^[2] à moins que le témoin^[2] n'exprime la volonté de témoigner à l'audience.

En cas d'audition par vidéoconférence, le mineur ^[2] ou le majeur vulnérable^[2] est entendu dans une pièce séparée, en présence, le cas échéant, de la personne visée à l'article 91bis, de son avocat, d'un ou de membres du service technique et d'un expert ^[2] ...^[2].

Si le président l'estime nécessaire à la sérénité du témoignage, il peut, dans tous les cas, limiter ou exclure le contact visuel entre le mineur ^[2] ou le majeur vulnérable^[2] et l'accusé.

Cet article est applicable aux mineurs dont l'audition a été enregistrée en vertu de l'article 92 et qui ont atteint l'âge de la majorité au moment de l'audience.^[1]

(1)<L [2009-12-21/14](#), art. 117, 020; En vigueur : 21-01-2010>

(2)<L [2019-05-05/10](#), art. 53, 037; En vigueur : 03-06-2019>

2. Article du Code pénal

Art. 380. (Antérieurement art. 380bis.) § 1. Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents [euros] à vingt-cinq mille [euros] : <L 2000-06-26/42, art. 2, En vigueur : 01-01-2002>

1° quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné, détourné ou retenu, en vue de la débauche ou de la prostitution, même de son consentement, une personne majeure (...);

2° quiconque aura tenu une maison de débauche ou de prostitution ;

3° quiconque aura vendu, loué ou mis à disposition aux fins de la prostitution des chambres ou tout autre local dans le but de réaliser un profit anormal ;

4° quiconque aura, de quelque manière que ce soit, exploité la débauche ou la prostitution d'autrui.

§ 2. La tentative de commettre les infractions visées au § 1er sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent [euros] à cinq mille [euros]. <L 2000-06-26/42, art. 2, En vigueur : 01-01-2002>

§ 3. Seront punies (de la réclusion) de dix ans à quinze ans et d'une amende de cinq cents [euros] à cinquante mille [euros], les infractions visées au § 1er, dans la mesure où leur auteur : <L 2000-06-26/42, art. 2, En vigueur : 01-01-2002> <L 2000-11-28/35, art. 14, 029; En vigueur : 27-03-2001>

1° fait usage, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte ;

2° ou abuse de la ¹ situation de vulnérabilité dans laquelle se trouve une personne en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, de son âge, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale¹.

§ 4. Sera puni (de la réclusion) de dix ans à quinze ans et d'une amende de mille [euros] à cent mille [euros] : <L 2000-06-26/42, art. 2, En vigueur : 01-01-2002> <L 2000-11-28/35, art. 14, 029; En vigueur : 27-03-2001>

1° quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné, détourné ou retenu, soit directement soit par un intermédiaire, un mineur (...), même de son consentement, en vue de la débauche ou de la prostitution ; <L 2000-06-26/42, art. 2, En vigueur : 01-01-2002> <L 2000-11-28/35, art. 14, 029; En vigueur : 27-03-2001>

2° quiconque aura tenu, soit directement soit par un intermédiaire, une maison de débauche ou de prostitution où des mineurs se livrent à la prostitution ou à la débauche ;

3° quiconque aura vendu, loué ou mis à disposition d'un mineur, aux fins de la débauche ou de la prostitution, des chambres ou tout autre local dans le but de réaliser un profit anormal ;

4° quiconque aura exploité, de quelque manière que ce soit, la débauche ou la prostitution d'un mineur (...). <L 2000-11-28/35, art. 14, 029; En vigueur : 27-03-2001>

(5° quiconque aura obtenu par la remise, l'offre ou la promesse d'un avantage matériel ou financier, la débauche ou la prostitution d'un mineur.) <L 2000-11-28/35, art. 14, 029; En vigueur : 27-03-2001>

§ 5. (Les infractions visées au § 4 seront punies de la réclusion de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille [euros] à cent mille [euros] si elles sont commises à l'égard d'un mineur de moins de seize ans.) <L 2000-06-26/42, art. 2, En vigueur : 01-01-2002> <L 2000-11-28/35, art. 14, 029; En vigueur : 27-03-2001>

§ 6. Quiconque aura assisté ³, en direct, y compris au moyen des technologies de l'information et de la communication,³ à la débauche ou à la prostitution d'un mineur sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de cent [euros] à deux mille [euros]. <L 2000-11-28/35, art. 14, 029; En vigueur : 27-03-2001> <L 2000-06-26/42, art. 2, En vigueur : 01-01-2002>

² § 7. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a de victimes.²



Conseil supérieur
de la Justice
Hoge Raad
voor de Justitie

ADVIES

WETSVOORSTEL TOT WIJZIGING VAN HET
WETBOEK VAN STRAFVORDERING WAT BETREFT
DE AUDIOVISUELE OPNAME VAN EEN VERHOOR

GOEDGEKEURD DOOR DE ALGEMENE
VERGADERING VAN DE HOGE RAAD VOOR DE
JUSTITIE OP 3 MEI 2021

Advies

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat betreft de audiovisuele opname van een verhoor

Goedgekeurd door de Algemene Vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie op 3 mei 2021

Er bestaat ook een Franse versie van dit advies.
Il existe aussi une version française du présent avis.

U kunt dit document raadplegen of downloaden op de website van de Hoge Raad voor de Justitie.
www.hrj.be

INHOUD

1. Inleiding	1
1.1. Context.....	1
1.2. Het huidige recht.....	1
1.3. Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens	4
2. Het wetsvoorstel.....	5
3. Analyse van het wetsvoorstel.....	5
3.1. Voorgaande werkzaamheden van de HRJ	5
3.2. Uitvoering van de uitbreiding	6
3.2.1. Juridisch.....	6
3.2.2. Materieel	7
4. Vooruitzichten	9
5. Bijlagen:	10

1. INLEIDING

1.1. CONTEXT

Op de plenaire vergadering van 18 maart 2021 heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers op grond van artikel 259bis-12, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek¹, beslist de Hoge Raad voor de Justitie om advies te verzoeken over het wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat betreft de audiovisuele opname van een verhoor (Kamer, 55-0348/001, hierna "het wetsvoorstel").

Op 1 april 2021 heeft de Verenigde advies- en onderzoekscommissie (VAOC) beslist dit verzoek in te willigen.

1.2. HET HUIDIGE RECHT

De relevante bepalingen van het Wetboek van Strafvordering worden als bijlage toegevoegd. U vindt hieronder een gestructureerde voorstelling van de algemene beginselen.

Het verhoor van personen (verdachten, slachtoffers of getuigen) moet vandaag over het algemeen niet worden opgenomen. In bepaalde gevallen kunnen de verhoren echter worden opgenomen en in nog andere gevallen moeten ze worden opgenomen.

1. Facultatieve opname

Artikel 112ter van het Wetboek van Strafvordering - waarin het wetsvoorstel een bijkomende bepaling wil invoegen - voorziet in de mogelijkheid van een audiovisuele of de auditieve opname van het verhoor van een persoon. Dit artikel luidt als volgt:

"§ 1. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 92 tot 103, kan de procureur des Konings of de onderzoeksrechter de audiovisuele of de auditieve opname van het verhoor bevelen. De te horen persoon wordt op voorhand van dit bevel op de hoogte gebracht.

§ 2. Het opgenomen verhoor wordt verricht door de procureur des Konings of de onderzoeksrechter, naargelang van het geval, of door een bij name door hem aangewezen politieambtenaar.

§ 3. De procureur des Konings of de onderzoeksrechter stelt van het verhoor een proces-verbaal op waarin hij, onverminderd de rechten bedoeld in artikel 47bis, de belangrijkste elementen van het onderhoud vermeldt en eventueel de meest relevante passages overschrijft.

Tevens vermeldt het proces-verbaal de redenen waarom de audiovisuele of de auditieve opname werd bevolen.

§ 4. Onverminderd de toepassing van artikel 47bis, wordt op verzoek van de onderzoeksrechter, van de procureur des Konings, van de gehoorde persoon, of van de partijen die in het geding betrokken zijn, overgegaan tot de volledige en letterlijke overschrijving van de bijkomende gedeelten van het verhoor die zij aanduiden. De overschrijving wordt zo spoedig mogelijk bij het dossier gevoegd.

§ 5. De opname van het verhoor wordt in twee exemplaren gemaakt. Beide cassettes worden als originelen beschouwd en ter griffie als overtuigingsstuk neergelegd.

§ 6. De opname mag slechts worden bekeken of beluisterd, naar gelang van het geval, door de personen die in het kader van het gerechtelijk

¹ De verenigde advies- en onderzoekscommissie bereidt, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de algemene vergadering, de minister van Justitie of de meerderheid van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat de adviezen en voorstellen voor over:

1° de algemene werking van de rechterlijke orde;

2° de wetsvoorstellen en -ontwerpen die een weerslag hebben op de algemene werking van de rechterlijke orde;

3° de aanwending van de beschikbare middelen.

dossier beroepshalve betrokken zijn bij het opsporingsonderzoek, het gerechtelijk onderzoek of het vonnis, alsmede door de partijen in het geding en de gehoorde persoon.

De niet aangehouden in verdenking gestelde en de burgerlijke partij kunnen hiertoe overeenkomstig artikel 61ter bij de onderzoeksrechter een verzoek indienen.

Alle partijen hebben het recht om de opname te bekijken of te beluisteren, naargelang van het geval, nadat de procureur des Konings overeenkomstig artikel 127 de regeling van de rechtspleging heeft gevorderd.

§ 7. Voor de toepassing van artikel 341 wordt de opname van het verhoor van een getuige gelijkgesteld met de schriftelijke verklaring van een getuige.

De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kan de audiovisuele of de auditieve opname van een verhoor bevelen zonder dat de te horen persoon daarmee moet instemmen. De persoon moet wel op de hoogte worden gebracht van de beslissing om het verhoor op te nemen. De procureur des Konings of de onderzoeksrechter (of in bepaalde gevallen de politieambtenaar die de onderzoeksrechter aanwijst) verricht het verhoor. Van het verhoor wordt een proces-verbaal opgesteld met de belangrijkste elementen van het onderhoud en de redenen waarom de opname werd bevolen.

De onderzoeksrechter, de procureur des Konings, de gehoorde persoon, of de partijen die in het geding betrokken zijn, kunnen vragen om bijkomende gedeelten van het verhoor over te schrijven. De opname wordt in twee exemplaren gemaakt, die allebei als originelen worden beschouwd en ter griffie worden neergelegd. De opname mag slechts worden bekeken (of beluisterd) door de partijen in het geding, de gehoorde persoon of de partijen die beroepshalve betrokken zijn bij het opsporingsonderzoek, het gerechtelijk onderzoek of het vonnis.

In de praktijk wordt artikel 112ter van het Wetboek van Strafvordering meestal gebruikt voor het verhoor van beklaagden. Artikel 112ter is niet bedoeld voor minderjarigen en kwetsbare meerderjarigen, die het slachtoffer of getuige zijn van sommige misdrijven bedoeld in de artikelen 92 tot 101 van het Wetboek van Strafvordering.

Ook artikel 92, §1, tweede lid van het Wetboek van Strafvordering voorziet in de facultatieve audiovisuele opname van het verhoor: *“De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kan de audiovisuele opname bevelen van het verhoor van minderjarigen en kwetsbare meerderjarigen die het slachtoffer zijn van de overige in artikel 91bis bedoelde misdrijven of daarvan getuige zijn. De opname wordt gemaakt met de toestemming van de minderjarige of van de kwetsbare meerderjarige. Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten.* Zo kan de procureur des Konings of de onderzoeksrechter de audiovisuele opname bevelen van het verhoor van minderjarigen of kwetsbare meerderjarigen,² die het slachtoffer of getuige zijn van de misdrijven bedoeld in de artikelen 347bis, 380 §§ 1 tot 3 en 6, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 tot 405ter, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426, 428, 433quinquies tot 433octies van het Strafwetboek en in de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, op voorwaarde dat die personen daarmee instemmen (minderjarigen van minder dan twaalf jaar oud worden hierover enkel ingelicht).

² Onder ‘kwetsbare meerderjarige’ verstaat artikel 92, tweede lid van het Wetboek van Strafvordering “elke persoon van wie de kwetsbare toestand ten gevolge van zijn leeftijd, een zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijke of geestelijke gebrek of onvolwaardigheid duidelijk is”.

De tweede paragraaf van artikel 92 van het Wetboek van Strafvordering bepaalt bovendien: *“De audiovisuele opname van het verhoor van minderjarigen en kwetsbare meerderjarigen die slachtoffer of getuige zijn van andere misdrijven dan die bedoeld in artikel 91bis, kan worden bevolen in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden. De opname wordt gemaakt met de toestemming van de minderjarige of van de kwetsbare meerderjarige. Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten”*. Die bepaling laat de procureur des Konings of de onderzoeksrechter toe de audiovisuele opname van het verhoor van minderjarigen en kwetsbare meerderjarigen die slachtoffer of getuige zijn van andere misdrijven dan die bedoeld in de vorige paragraaf te bevelen in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden, op voorwaarde dat die personen daarmee instemmen (minderjarigen van minder dan twaalf jaar oud worden hierover enkel ingelicht).

2. Verplichte opname

Er moet een audiovisuele opname worden gemaakt van het verhoor van minderjarigen en kwetsbare meerderjarigen die slachtoffer of getuige zijn van de misdrijven bedoeld in de artikelen 371/1 tot 377, 377quater, 379, 380, §§ 4 en 5, en 409 van het Strafwetboek ³.

De procureur des Konings en de onderzoeksrechter kunnen beslissen om geen opname te maken. Ze moeten die beslissing motiveren. Ze houden bij die beslissing rekening met de omstandigheden van de zaak en de belangen van die slachtoffers of getuigen.

Een proces-verbaal van het opgenomen verhoor wordt opgesteld binnen achtenveertig uur of onmiddellijk ingeval de verdachte van zijn vrijheid is beroofd⁴. *“Tot de volledige en letterlijke overschrijving van het verhoor wordt overgegaan op verzoek van de onderzoeksrechter, van de procureur des Konings, van de persoon die wordt gehoord of van de partijen die in het geding betrokken zijn. In die overschrijving worden het gedrag en de uitdrukkingen van de minderjarige of de kwetsbare meerderjarige weergegeven. De overschrijving wordt zo spoedig mogelijk bij het dossier gevoegd.”*⁵

De processen-verbaal van het verhoor en de audiovisuele gegevensdragers van de opname worden overgelegd aan het onderzoeksgerecht en aan het vonnisgerecht, zulks in de plaats van de persoonlijke verschijning van de minderjarige of de kwetsbare meerderjarige.⁶ Wanneer het vonnisgerecht de verschijning van de verhoorde persoon noodzakelijk vindt om de waarheid aan de dag te brengen, kan het evenwel bij een met redenen omklede beslissing de verschijning bevelen.⁷

³ Een persoon observeren of doen observeren of van hem een beeld- of geluidsopname maken of doen maken:

- rechtstreeks of door middel van een technisch of ander hulpmiddel;
- zonder de toestemming van die persoon of buiten zijn medeweten;
- terwijl hij ontbloot is of een expliciete seksuele daad stelt, en;
- terwijl hij zich in omstandigheden bevindt, waar hij in redelijkheid kan verwachten dat zijn persoonlijke levenssfeer niet zal worden geschonden;

Beelden of een beeld- of geluidsopname van een onblote persoon of een persoon die een expliciete seksuele daad stelt zonder diens toestemming of buiten zijn medeweten tonen, toegankelijk maken of verspreiden, ook al heeft die persoon ingestemd met het maken ervan;

Aanranding van de eerbaarheid en verkrachting;

De meerderjarige die door middel van de informatie- en communicatietechnologie aan een minderjarige beneden de volle leeftijd van zestien jaar een voorstel doet tot ontmoeting met het oogmerk een misdrijf te plegen bepaald in de hoofdstukken V, VI en VII van het Strafwetboek;

Aanzetten van een minderjarige tot ontucht, bederf of prostitutie;

Een minderjarige, zelfs met zijn toestemming wegbrengen met het oog op het plegen van ontucht of prostitutie;

Houden van een huis van ontucht of prostitutie waar minderjarigen prostitutie of ontucht plegen;

Verkoop, verhuur of terbeschikkingstelling aan minderjarigen van kamers of enige andere ruimte met het oog op ontucht of prostitutie met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren; Exploitatie, op welke manier ook, van de ontucht of prostitutie van een minderjarige; Verminking van de genitaliën van een persoon van het vrouwelijk geslacht, met of zonder haar toestemming.

⁴ Art. 96 van het Wetboek van Strafvordering dat niet van toepassing is op de opnames op basis van art. 112ter van het Wetboek van Strafvordering.

⁵ Idem.

⁶ Art. 100 van het Wetboek van Strafvordering

⁷ Idem.

1.3. EUROPEES VERDRAG VOOR DE RECHTEN VAN DE MENS EN RECHTSPRAAK VAN HET EUROPEES HOF VOOR DE RECHTEN VAN DE MENS

Artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bekrachtigt het '*recht op een eerlijk proces*'.^{8 9}

De structuur van artikel 6 van het verdrag leidt tot een onderscheid tussen '*burgerlijke*' zaken en '*strafzaken*'. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens bevestigt dat onderscheid als volgt: "*de rechten van de beschuldigde en de verdachte vergen meer bescherming dan de rechten van de partijen in een burgerlijke zaak (...) De principes en standaarden voor de strafvordering moeten uiterst precies en duidelijk worden vastgelegd.*"^{10 11}

Wat getuigenissen in zaken van seksueel misbruik betreft, is het Hof van mening dat niet kan worden gesteld dat artikel 6, §3, d)¹² bepaalt dat de beschuldigde of zijn advocaat steeds rechtstreeks vragen moet kunnen stellen in een tegenverhoor of via andere middelen. Het baseert zich daarbij op de typische kenmerken van strafvorderingen inzake seksuele misdrijven^{13 14}. De rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens eist dat de beschuldigde de audiovisuele gegevens tijdig kan bekijken. Hij moet immers de kans krijgen om de inhoud en de betrouwbaarheid van de verklaringen van de minderjarige of de meerderjarige op de terechtzitting te betwisten.¹⁵

Het Hof is daarom van mening dat de nationale rechtscolleges bijzonder omzichtig moeten omspringen met tegenverhooren van slachtoffers door beschuldigten, zeker wanneer er intieme vragen worden gesteld. Een rechtstreekse confrontatie tussen personen die worden beschuldigd van seksueel geweld en hun vermeende slachtoffers zou die laatste personen immers nog meer kunnen traumatiseren¹⁶.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens is echter van mening dat het bekijken van een video-opname van de verklaring van een getuige alleen niet volstaat om de rechten van verdediging voldoende te respecteren indien de autoriteiten niet de kans hebben gegeven om de getuige vragen te stellen^{17 18}.

⁸ <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/090001680063776#:~:text=1Toute%20personne%20a%20droit%20%C3%A0%20ce%20que%20sa%20cause,toute%20accusation%20en%20mat%C3%A8re%20p%C3%A9nale>

⁹ Bij het vaststellen van zijn burgerlijke rechten en verplichtingen of bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde vervolging heeft een ieder recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijk en onpartijdig gerecht dat bij de wet is ingesteld. De uitspraak moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd, gedurende de gehele terechtzitting of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of nationale veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privé leven van procespartijen dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bijzondere omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer de openbaarheid de belangen van een behoorlijke rechtspleging zou schaden.

¹² Een ieder tegen wie een vervolging is ingesteld, wordt voor onschuldig gehouden totdat zijn schuld in rechte is komen vast te staan.

¹³ Een ieder tegen wie een vervolging is ingesteld, heeft in het bijzonder de volgende rechten:

a) onverwijld, in een taal die hij verstaat en in bijzonderheden, op de hoogte te worden gesteld van de aard en de reden van de tegen hem ingebrachte beschuldiging;
b) te beschikken over de tijd en faciliteiten die nodig zijn voor de voorbereiding van zijn verdediging;
c) zich zelf te verdedigen of daarbij de bijstand te hebben van een raadsman naar eigen keuze of, indien hij niet over voldoende middelen beschikt om een raadsman te bekostigen, kosteloos door een toegevoegd advocaat te kunnen worden bijgestaan, indien de belangen van een behoorlijke rechtspleging dit eisen;
d) de getuigen à charge te ondervragen of te doen ondervragen en het oproepen en de ondervraging van getuigen à décharge te doen geschieden onder dezelfde voorwaarden als het geval is met de getuigen à charge;
e) zich kosteloos te doen bijstaan door een tolk, indien hij de taal die ter terechtzitting wordt gebezigd niet verstaat of niet spreekt.

¹⁰ M. A. BEERNAERT, F. KRENC, *Op. cit.*, p. 11.

¹¹ Met name Eur. Hof RM, Zaak Moreira Ferreira v. Portugal (nr. 2), Verzoekschrift nr. 19867/12, §66-67, 11 juli 2017.

¹² <https://hudoc.echr.coe.int/app/conversion/docx/pdf?library=ECHR&id=001-175647&filename=CEDH.pdf>

¹³ Een ieder tegen wie een vervolging is ingesteld, heeft in het bijzonder de volgende rechten: (...)d) de getuigen à charge te ondervragen of te doen ondervragen en het oproepen en de ondervraging van getuigen à décharge te doen geschieden onder dezelfde voorwaarden als het geval is met de getuigen à charge;

¹⁴ Eur. Hof RM, Zaak S.N. v. Zweden, Verzoekschrift nr. 34209/96, §52, 2 juli 2002.
<https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22fulltext%22%3A%22S.N.%20v.%20Slovenie%22%22%22documentcollectionid%22%3A%22GRANDCHAMBER%22%22CHAMBER%22%22itemid%22%3A%222001-65120%22%7D>

¹⁵ Eur. Hof RM, Zaak W.S. v. Polen, Verzoekschrift nr. 21508/02, §55, 24 september 2007.

<https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22%3A%222001-81140%22%7D>

¹⁶ De Smet B., Verhooren – en audiovisueel verhoor van minderjarigen of kwetsbare meerderjarige personen, Comm. Strafr., Afl. 91, p. 221.

¹⁷ Eur. Hof RM, Zaak Y. v. Slovenie, Verzoekschrift nr. 41107/10, §106, 28 augustus 2015.

<https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22fulltext%22%3A%22Y.%20v.%20Slovenie%22%22%22documentcollectionid%22%3A%22GRANDCHAMBER%22%22CHAMBER%22%22itemid%22%3A%222001-15510%22%7D>

¹⁸ Eur. Hof RM, Zaak D. v. Finland, Verzoekschrift nr. 30542/04, §50, 06 september 2009.

<https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22%3A%222001-93456%22%7D>

¹⁹ Eur. Hof RM, Zaak A.L. v. Finland, Verzoekschrift nr. 23220/04, §41, 27 april 2009.

<https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22%3A%222001-90937%22%7D>

2. HET WETSVORSTEL

Het wetsvoorstel beoogt de aanvulling van artikel 112ter, §1¹⁹ van het Wetboek van Strafvordering²⁰ met een tweede lid, luidende:

*"Het verhoor van de meerderjarigen die slachtoffer of getuige zijn van de in de artikelen 371/1, tot 377, 377quater²¹, 379, 380, §§ 1 tot en met 6²², en 409²³ van het Strafwetboek bedoelde misdrijven, maakt het voorwerp uit van een audiovisuele opname, behalve wanneer de procureur des Konings of de onderzoeksrechter bij een met redenen omklede beslissing anders oordeelt, rekening houdend met de omstandigheden eigen aan de zaak. De opname wordt gemaakt met de toestemming van de gehoorde persoon."*²⁴

*"Om meerderjarigen beter te beschermen tegen de traumatiserende effecten van herhaaldelijk verhoor wil dit wetsvoorstel ook voor hen de opname veralgemenen bij erg gevoelig liggende feiten"*²⁵.

3. ANALYSE VAN HET WETSVORSTEL

3.1. VOORGAANDE WERKZAAMHEDEN VAN DE HRJ

De HRJ beschouwt het antwoord van Justitie op het probleem van het seksueel geweld en de situatie van de slachtoffers van dergelijke daden als absolute prioriteiten.

De HRJ heeft een verslag en een opvolgingsverslag over het onderwerp geschreven. Ze staan allebei op zijn website.

- "Naar een betere aanpak van seksueel geweld", verslag goedgekeurd door de algemene vergadering van de HRJ op 25 april 2019²⁶
- "Naar een betere aanpak van seksueel geweld", opvolgings- en uitdiepingsrapport goedgekeurd door de algemene vergadering van de HRJ op 25 juni 2020²⁷

¹⁹ Onverminderd het bepaalde in de artikelen 92 tot 103, kan de procureur des Konings of de onderzoeksrechter de audiovisuele of de auditieve opname van het verhoor bevelen. De te horen persoon wordt op voorhand van dit bevel op de hoogte gebracht.

²⁰ Ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002 en gewijzigd bij de wet van 30 december 2009.

²¹ Opgenomen in Titel VII van het Strafwetboek - Misdaden en wanbedrijven tegen de orde der familie en tegen de openbare zedelijkheid - Hoofdstuk V - Voyeurisme, niet-consensuele verspreiding van seksueel getinte beelden en opnames, aanranding van de eerbaarheid en verkrachting.

²² Opgenomen in Titel VII van het Strafwetboek - Misdaden en wanbedrijven tegen de orde der familie en tegen de openbare zedelijkheid - Hoofdstuk VI - Bederf van de jeugd en prostitutie.

²³ Opgenomen in Titel VIII - Misdaden en wanbedrijven tegen personen. Hoofdstuk I - Opzettelijk doden, opzettelijk toebrengen van lichamelijk letsel, foltering, onmenselijke behandeling en ontorende behandeling.

²⁴ <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/0348/55K0348001.pdf>

²⁵ <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/0348/55K0348001.pdf>

²⁶ <https://hrj.be/admin/storage/hrj/20190426-seksueelgeweld-n.pdf>

²⁷ <https://hrj.be/admin/storage/hrj/2020-06-25-naar-een-betere-aanpak-van-seksueel-geweld.pdf>

Die verslagen zijn de bijdrage van de HRJ tot een beter antwoord van Justitie op seksueel geweld en op de vragen van de slachtoffers, in het bijzonder bij het neerleggen van een klacht en tijdens het onderzoek.

In het kader van de in 2019 opgestelde aanbevelingen heeft de HRJ de leden van de federale regering en de regeringen van de deelstaten daarom het volgende voorgesteld: "*Bouw het audiovisueel verhoor en de modernste verhoortechnieken verder uit en pas het algemeen toe in zedenzaken*".²⁸

De HRJ is in principe voorstander van een uitbreiding van audiovisuele opnamen in zedenzaken. De audiovisuele opname van het verhoor van slachtoffers of getuigen van seksuele misdrijven is hoofdzakelijk bedoeld om hen te beschermen tegen bijkomende psychologische schade of intimidatie op de zitting. De audiovisuele opname van het verhoor van slachtoffers of getuigen van seksuele misdrijven draagt ook bij tot de naleving van de rechten van verdediging als de vermeende dader de betrouwbaarheid van de verklaringen kan betwisten.

3.2. UITVOERING VAN DE UITBREIDING

3.2.1. Juridisch

1. Dit wetsvoorstel neemt een wetsvoorstel van 2016 (Kamer, 54-2102/001) letterlijk over en houdt daarmee geen rekening met de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediens²⁹. Die wet had het toepassingsgebied van de artikelen 91bis³⁰ en 92³¹ van het Wetboek van Strafvordering (minderjarige slachtoffers of getuigen) immers al uitgebreid met kwetsbare meerderjarige slachtoffers of getuigen.

Het doel van dit wetsvoorstel kan eenvoudig en coherent worden gerealiseerd door de werkwijze van de wetgever in het kader van de wet van 5 mei 2019 over te nemen en het toepassingsgebied *ratione personae* van artikel 92 van het Wetboek van Strafvordering opnieuw uit te breiden.

Voor de leesbaarheid en de coherentie van de teksten zou het dus logischer zijn het toepassingsgebied van artikel 92 van het Wetboek van Strafvordering uit te breiden tot meerderjarige slachtoffers of getuigen in het algemeen in plaats van een nieuw lid toe te voegen aan artikel 112ter §1, van het Wetboek van Strafvordering. Dat kan eenvoudig door de woorden '*minderjarigen en kwetsbare meerderjarigen*' in artikel 92 van het Wetboek van Strafvordering te schrappen³². Op die manier zou de bepaling van toepassing zijn op alle getuigen en slachtoffers van de bedoelde misdrijven. Daarmee zou het doel van het wetsvoorstel worden bereikt.

²⁸ <https://hrj.be/admin/storage/hrj/20190426-seksueelgeweld-n.pdf>

²⁹ https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=2019050510&table_name=wet

³⁰ Elke minderjarige [² en elke kwetsbare meerderjarige,]² die het slachtoffer of getuige is² van de feiten bedoeld in de [artikelen 347bis, [² 371/1 à² 377, [² 377quater,]² 379, 380, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 tot 405ter, 409, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426 I, 428, 433quinquies tot 433octies van het Strafwetboek, en de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen,]² heeft het recht² zich tijdens elk verhoor vanwege de rechterlijke instanties te laten begeleiden door een meerderjarig persoon van [² zijn keuze² behalve wanneer het openbaar ministerie of de onderzoeksmagistraat ten aanzien van deze persoon bij een met redenen omklede beslissing anders oordeelt in het belang van de minderjarige² of de kwetsbare meerderjarige,]² of teneinde de waarheid aan het licht te brengen. [² Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder "kwetsbare meerderjarige" verstaan elke persoon van wie de kwetsbare toestand ten gevolge van zijn leeftijd, een zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwassenheid duidelijk is.]

³¹ [² § 1. Het verhoor van minderjarigen [² en kwetsbare meerderjarigen,]² die het slachtoffer zijn of getuige zijn van de [² in de artikelen 371/1² tot 377, [² 377quater,]² 379, 380, §§ 4 en 5, en 409 van het Strafwetboek bedoelde misdrijven maakt het voorwerp uit van een audiovisuele opname, behalve wanneer de procureur des Konings of de onderzoeksrechter bij een met redenen omklede beslissing anders oordeelt rekening houdend met de omstandigheden eigen aan de zaak en in het belang van de minderjarige [² of van de kwetsbare meerderjarige²]. De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kan de audiovisuele opname bevelen van het verhoor van minderjarigen [² en kwetsbare meerderjarigen²] die het slachtoffer zijn van de overige in artikel 91bis bedoelde misdrijven of daarvan getuige zijn. De opname wordt gemaakt met de toestemming van de minderjarige [² of van de kwetsbare meerderjarige²]. Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten. § 2. De audiovisuele opname van het verhoor van minderjarigen [² en kwetsbare meerderjarigen,]² die slachtoffer of getuige zijn van andere misdrijven dan die bedoeld in artikel 91bis, kan worden bevolen in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden. De opname wordt gemaakt met de toestemming van de minderjarige [² of van de kwetsbare meerderjarige²]. Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten.]²

³² De HRJ stelt voor artikel 91bis van het Wetboek van Strafvordering op dezelfde manier uit te breiden (zie punt 4 'Vooruitzichten')

Die werkwijze vereenvoudigt de zaken en laat ook de coherente toepassing toe van de artikelen 93 tot 101 van het Wetboek van Strafvordering op die uitbreiding.

2. De misdrijven als bedoeld in het wetsvoorstel houdende de audiovisuele opname van verhoren van meerderjarige (slachtoffers of getuigen) zijn dezelfde als die bedoeld in artikel 92 §1, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering, behalve wat artikel 380 van het Strafwetboek betreft. Het wetsvoorstel beoogt de paragrafen 1 tot 6 van die bepaling terwijl artikel 92 §1, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering enkel de paragrafen 4 en 5 van artikel 380 van het Strafwetboek beoogt.

Er is geen objectieve reden om minderjarige of meerderjarige kwetsbare slachtoffers van de misdrijven bedoeld in artikel 380 van het Strafwetboek anders te behandelen. Nochtans zou de toepassing van het wetsvoorstel daartoe leiden.

Rekening houdend met de geest van het wetsvoorstel zou het dus gepast zijn alle misdrijven bedoeld in artikel 380 van het Strafwetboek op te nemen in de lijst van misdrijven van artikel 92 §1, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering.

Het is bovendien aangeraden artikel 371/2³³ van het Strafwetboek ook op te nemen in de lijst van misdrijven van artikel 92 §1, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering vermits artikel 371/1 van datzelfde wetboek al in de lijst is opgenomen.

3.2.2. Materieel

Informatisering

Er is informaticamateriaal nodig voor de audiovisuele opname van verhoren van slachtoffers of getuigen van seksuele misdrijven. België hinkt op dat vlak duidelijk achterop ten aanzien van andere Europese landen, en zeker zijn buurlanden³⁴.

De HRJ herhaalt dat de informatisering van Justitie een prioritaire investering moet zijn. Die informatisering moet gebeuren in constructief overleg met alle belanghebbenden. Ook de adviezen van de Gegevensbeschermingsautoriteit moeten daarbij worden opgevolgd. De rechterlijke macht moet de controle behouden over haar eigen informaticasystemen en gegevens, zonder afhankelijk te zijn van externe actoren³⁵.

Elk politiekantoor zou bovendien een functionele audiovisuele uitrusting moeten hebben. Het zou immers onaanvaardbaar zijn dat het slachtoffer of de getuige van seksuele misdrijven naar een ander politiekantoor moet worden gestuurd of doorverwezen omdat er geen middelen voorhanden zijn of er technische problemen zijn.

Bepaalde gerechtelijke entiteiten stuiten vandaag op de volgende problemen:

- Ze beschikken niet over beamers of schermen.
- De zittingzalen zijn er niet op voorzien.

³³ Ingevoegd bij wet van 4 april 2020

³⁴ European judicial systems, Efficiency and quality of justice, CEPEJ STUDIES No. 26 Nr. 4.2 "State of Information Technology (IT) Development in European Judicial Systems: <https://rm.coe.int/rapport-avec-couv-18-09-2018-en/16808def9c>

³⁵ HRJ, Memorandum voor de formateur van de toekomstige federale regering. Beschikbaar op : <https://hrj.be/admin/storage/hrj/memorandum2019-n.pdf>

- De audiovisuele bestanden zijn onleesbaar omdat er geen gepaste afspeelapparatuur is³⁶.

Indien men de audiovisuele opname van het verhoor van getuigen en slachtoffers van seksuele misdrijven effectief wil toepassen en optimaal gebruiken in het belang van zowel slachtoffers als verdachten, dan moet er absoluut worden geïnvesteerd in human resources, materiële middelen en opleidingen.

Vertrouwelijkheid

Audiovisuele opnamen van verhoren maken deel uit van de overtuigingsstukken in een strafdossier. De verschillende partijen hebben er bijgevolg inzage in op de griffie. Die inzage gebeurt meestal in bedenkelijke materiële omstandigheden die getuigen van weinig respect voor de vertrouwelijkheidsplicht. Rekening houdend met de gevoelige aard van die opnamen, *a fortiori* in gerechtelijke dossiers betreffende seksuele misdrijven, moeten de bevoegde rechtscolleges over de nodige middelen beschikken om de vertrouwelijke inzage in die audiovisuele opnamen te verzekeren.

Het is ook aangeraden de audiovisuele verhoren toe te voegen aan het elektronisch gerechtelijk dossier zodra dat beschikbaar is. Er moet helaas herhaald worden dat het elektronische dossier vandaag nog steeds niet bestaat.³⁷

³⁶ HRJ, Naar een betere aanpak van seksueel geweld. Beschikbaar op: <https://hrj.be/admin/storage/hrj/20190426-seksueelgeweld-n.pdf>

³⁷ Nota van de Verenigde advies- en onderzoekscommissie - Ontwerp van bijzondere machtenbesluit met betrekking tot de verlenging van termijnen van de rechtspleging voor de burgerlijke en administratieve rechterlijke instanties en de schriftelijke behandeling van burgerlijke zaken. Beschikbaar op: <https://hrj.be/admin/storage/hrj/20200401-nota-vaoc-volmachtenbesluit-def-1.pdf>

4. VOORUITZICHTEN

1. De HRJ verzoekt de wetgevende macht om een globale reflectie te voeren over de audiovisuele opname van verhoren en over verhoren op afstand en om er een coherenter en duidelijker regelgevend kader voor te creëren.
2. Artikel 91bis van het Wetboek van Strafvordering bepaalt dat elke minderjarige of elke kwetsbare meerderjarige, slachtoffer of getuige, het recht heeft zich tijdens elk verhoor te laten begeleiden door een meerderjarige persoon van zijn keuze. Die mogelijkheid moet ook worden uitgebreid tot elke persoon die het slachtoffer of getuige is van die misdrijven. Daartoe volstaat het de woorden "*elke minderjarige of elke kwetsbare meerderjarige die het slachtoffer of getuige is*" te vervangen door "*de slachtoffers of getuigen*". Daarnaast moeten ook de titels, hoofdstukken en artikelen worden aangepast aan die wijziging. De definitie van '*kwetsbare meerderjarigen*' die relevant zou kunnen zijn voor andere artikelen³⁸ van het Wetboek van Strafvordering moet desgevallend worden behouden of verplaatst.
3. Het zou ook goed zijn om de regels voor de instemming met de audiovisuele opname van verhoren te harmoniseren. De HRJ merkt op dat artikel 92, §1 van het Wetboek van Strafvordering de gehoorde persoon de mogelijkheid biedt om de opname van het verhoor te weigeren. Dat is niet het geval voor artikel 112ter, §1, van het Wetboek van Strafvordering.
4. De HRJ stelt tot slot voor om de termen van artikel 112ter, §1, van het Wetboek van Strafvordering te actualiseren, zoals de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediens ten de artikelen 91bis en volgende van het Gerechtelijk Wetboek heeft aangepast. Voorbeeld:
 - In paragraaf 2 van artikel 112ter van het Wetboek van Strafvordering, de woorden "*een bij name door hem aangewezen*" vervangen door "*een daartoe gebrevetteerd*";
 - In paragraaf 5 van artikel 112ter van het Wetboek van Strafvordering, de woorden "*cassettes*" vervangen door "*audiovisuele gegevensdragers*".

³⁸ Art.190bis en 310 Sv.

5. BIJLAGEN:

1. Artikelen van het Wetboek van Strafvordering

Art. 91bis. Elke minderjarige ^[2] en elke kwetsbare meerderjarige, ^[3] die het slachtoffer of getuige is ^[2] van de feiten bedoeld in de [artikelen 347bis, ^[2] 371/1 tot ^[2] 377, ^[1] 377quater, ^[1] 379, 380, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 tot 405ter, 409, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426 [, 428, 433quinquies tot 433octies van het Strafwetboek, en de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen,]] ^[2] heeft het recht ^[2] zich tijdens elk verhoor vanwege de rechterlijke instanties te laten begeleiden door een meerderjarig persoon van ^[2] zijn keuze], ^[3] behalve wanneer het openbaar ministerie of de onderzoeksmagistraat ten aanzien van deze persoon bij een met redenen omklede beslissing anders oordeelt in het belang van de minderjarige ^[2] of de kwetsbare meerderjarige, ^[3] of teneinde de waarheid aan het licht te brengen.

^[2] Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder "kwetsbare meerderjarige" verstaan elke persoon van wie de kwetsbare toestand ten gevolge van zijn leeftijd, een zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid duidelijk is. ^[2] <W 2000-11-28/35, art. 38, 026; Inwerkingtreding: 01-04-2001> <W 2005-08-10/61, art. 26, 045; Inwerkingtreding: 12-09-2005>

(1)<W 2014-04-10/24, art. 10, 073; Inwerkingtreding: 10-05-2014>

(2)<W 2016-02-01/09, art. 2, 081; Inwerkingtreding: 29-02-2016>

(3)<W 2019-05-05/10, art. 16, 102; Inwerkingtreding: 03-06-2019>

Art. 92. ^[4] § 1. Het verhoor van minderjarigen ^[4] en kwetsbare meerderjarigen, ^[4] die het slachtoffer zijn of getuige zijn van de ^[2] in de artikelen 371/1 ^[2] tot 377, ^[2] 377quater, ^[2] 379, 380, §§ 4 en 5, en 409 van het Strafwetboek bedoelde misdrijven maakt het voorwerp uit van een audiovisuele opname, behalve wanneer de procureur des Konings of de onderzoeksrechter bij een met redenen omklede beslissing anders oordeelt rekening houdend met de omstandigheden eigen aan de zaak en in het belang van de minderjarige ^[4] of van de kwetsbare meerderjarige ^[4].

De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kan de audiovisuele opname bevelen van het verhoor van minderjarigen ^[4] en kwetsbare meerderjarigen ^[4] die het slachtoffer zijn van de overige in artikel 91bis bedoelde misdrijven of daarvan getuige zijn.

De opname wordt gemaakt met de toestemming van de minderjarige ^[4] of van de kwetsbare meerderjarige ^[4]. Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten.

§ 2. De audiovisuele opname van het verhoor van minderjarigen ^[4] en kwetsbare meerderjarigen, ^[4] die slachtoffer of getuige zijn van andere misdrijven dan die bedoeld in artikel 91bis, kan worden bevolen in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden.

De opname wordt gemaakt met de toestemming van de minderjarige ^[4] of van de kwetsbare meerderjarige ^[4]. Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten. ^[1]

(1)<W 2011-11-30/28, art. 4, 063; Inwerkingtreding: 01-01-2013>

(2)<W 2014-04-10/24, art. 2, 073; Inwerkingtreding: 10-05-2014>

(3)<W 2016-02-01/09, art. 3, 081; Inwerkingtreding: 29-02-2016>

(4)<W 2019-05-05/10, art. 17, 102; Inwerkingtreding: 03-06-2019>

Art. 96. <W 2000-11-28/35, art. 38, 026; Inwerkingtreding: 01-04-2001> Een proces-verbaal van het opgenomen verhoor wordt opgesteld binnen achtenveertig uur of onmiddellijk ingeval de verdachte van zijn vrijheid is beroofd. Behalve de vermeldingen bedoeld in artikel 47bis worden in het proces-verbaal de belangrijkste elementen van het onderhoud, en eventueel de meest relevante passages overgeschreven.

Tot de volledige en letterlijke overschrijving van het verhoor wordt overgegaan op verzoek van de onderzoeksrechter, van de procureur des Konings, van de persoon die wordt gehoord of van de partijen die in het geding betrokken zijn. In die overschrijving worden het gedrag en de uitdrukkingen van de minderjarige ^[1] of de kwetsbare meerderjarige ^[1] weergegeven. De overschrijving wordt zo spoedig mogelijk bij het dossier gevoegd.

(1)<W [2019-05-05/10](#), art. 21, 102; Inwerkingtreding: 03-06-2019>

[Art. 100](#).<W 2000-11-28/35, art. 38, 026; Inwerkingtreding: 01-04-2001> De processen-verbaal van het verhoor en de ^[1] audiovisuele gegevensdragers ^[1] van de opname worden overgelegd aan het onderzoeksgerecht en aan het vonnisgerecht, zulks in de plaats van de persoonlijke verschijning van de minderjarige ^[1] of de kwetsbare meerderjarige ^[1].

Wanneer het vonnisgerecht de verschijning van de ^[1]verhoorde persoon ^[1] noodzakelijk vindt om de waarheid aan de dag te brengen, kan het evenwel bij een met redenen omklede beslissing de verschijning bevelen.

[Art. 112ter](#).<Ingevoegd bij L 2002-08-02/71, art. 2; Inwerkingtreding: 22-09-2002> § 1. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 92 tot 103, kan de procureur des Konings of de onderzoeksrechter de audiovisuele of de auditieve opname van het verhoor bevelen. De te horen persoon wordt op voorhand van dit bevel op de hoogte gebracht.

§ 2. Het opgenomen verhoor wordt verricht door de procureur des Konings of de onderzoeksrechter, naargelang van het geval, of door een bij name door hem aangewezen politieambtenaar.

§ 3. De procureur des Konings of de onderzoeksrechter stelt van het verhoor een proces-verbaal op waarin hij, onverminderd de rechten bedoeld in artikel 47bis, de belangrijkste elementen van het onderhoud vermeldt en eventueel de meest relevante passages overschrijft.

Tevens vermeldt het proces-verbaal de redenen waarom de audiovisuele of de auditieve opname werd bevolen.

§ 4. ^[1] Onverminderd de toepassing van artikel 47bis, wordt op verzoek van de onderzoeksrechter, van de procureur des Konings, van de gehoorde persoon, of van de partijen die in het geding betrokken zijn, overgegaan tot de volledige en letterlijke overschrijving van de bijkomende gedeelten van het verhoor die zij aanduiden. De overschrijving wordt zo spoedig mogelijk bij het dossier gevoegd. ^[1]

§ 5. De opname van het verhoor wordt in twee exemplaren gemaakt. Beide cassettes worden als originelen beschouwd en ter griffie als overtuigingsstuk neergelegd.

§ 6. De opname mag slechts worden bekeken of beluisterd, naar gelang van het geval, door de personen die in het kader van het gerechtelijk dossier beroepshalve betrokken zijn bij het opsporingsonderzoek, het gerechtelijk onderzoek of het vonnis, alsmede door de partijen in het geding en de gehoorde persoon.

De niet aangehouden in verdenking gestelde en de burgerlijke partij kunnen hiertoe overeenkomstig artikel 61ter bij de onderzoeksrechter een verzoek indienen.

Alle partijen hebben het recht om de opname te bekijken of te beluisteren, naargelang van het geval, nadat de procureur des Konings overeenkomstig artikel 127 de regeling van de rechtspleging heeft gevorderd.

§ 7. Voor de toepassing van artikel 341 wordt de opname van het verhoor van een getuige gelijkgesteld met de schriftelijke verklaring van een getuige.

(1)<W [2009-12-30/14](#), art. 3, 055; Inwerkingtreding: 25-01-2010>

[Art. 190bis](#).<W 2000-11-28/35, art. 39, 016; Inwerkingtreding: 01-04-2001> Wat de minderjarige ^[1] of de kwetsbare meerderjarige ^[1] getuigen betreft, past de rechtbank, in voorkomend geval, de artikelen 92 tot 101 inzake het opgenomen verhoor toe.

Wanneer hij de verschijning van de minderjarige ^[1] of de kwetsbare meerderjarige ^[1] noodzakelijk vindt om de waarheid aan het licht te brengen, wordt deze verschijning bij wege van videoconferentie georganiseerd, ^[1]tenzij de getuige ^[1] de wil uitdrukt op de zitting te getuigen.

In geval van verhoor door middel van videoconferentie wordt de minderjarige ^[1] of de kwetsbare meerderjarige ^[1] gehoord in een afzonderlijk lokaal in aanwezigheid, in voorkomend geval, van de in artikel 91bis bedoelde persoon, zijn advocaat, een lid of leden van de technische dienst en een deskundige ^[1]... ^[1].

Wanneer de rechtbank het noodzakelijk vindt voor de sereniteit van de getuigenis, kan zij het oogcontact tussen de minderjarige ^[1] of de kwetsbare meerderjarige ^[1] en de beklaagde in alle gevallen beperken of uitsluiten.

Dit artikel is van toepassing op minderjarigen van wie het verhoor werd opgenomen met toepassing van artikel 92 en die de leeftijd van de meerderjarigheid hebben bereikt op het moment van de zitting.

(1)<W [2019-05-05/10](#), art. 41, 063; Inwerkingtreding: 03-06-2019>

[Art. 311.](#) ^[1] Wat de minderjarige ^[2] of de kwetsbare meerderjarige ^[2], getuigen betreft, past de voorzitter in voorkomend geval de artikelen 92 tot 101 inzake het opgenomen verhoor toe.

Wanneer hij de verschijning van de minderjarige ^[2] of de kwetsbare meerderjarige ^[2] noodzakelijk vindt om de waarheid aan het licht te brengen, wordt deze verschijning bij wege van videoconferentie georganiseerd, ^[2] tenzij de getuige ^[2] de wil uitdrukt op de zitting te getuigen.

In geval van verhoor door middel van videoconferentie wordt de minderjarige ^[2] of de kwetsbare meerderjarige ^[2] gehoord in een afzonderlijk lokaal in aanwezigheid, in voorkomend geval, van de in artikel 91bis bedoelde persoon, zijn advocaat, een lid of leden van de technische dienst en een deskundige ^{[2]...} ^[2].

Wanneer de voorzitter het noodzakelijk vindt voor de sereniteit van de getuigenis, kan hij het oogcontact tussen de minderjarige ^[2] of de kwetsbare meerderjarige ^[2] en de beschuldigde in alle gevallen beperken of uitsluiten.

Dit artikel is van toepassing op minderjarigen van wie het verhoor werd opgenomen met toepassing van artikel 92 en die de leeftijd van de meerderjarigheid hebben bereikt op het moment van de zitting. ^[1]

(1)<W [2009-12-21/14](#), art. 117, 020; Inwerkingtreding: 21-01-2010>

(2)<W [2019-05-05/10](#), art. 53, 037; Inwerkingtreding: 03-06-2019>

2. Artikel van het Strafwetboek

Art 380. (Vroeger art. 380bis.) § 1. Met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijfhonderd [euro] tot vijftienduizend [euro], wordt gestraft : <W 2000-06-26/42, art. 2, Inwerkingtreding: 01-01-2002>

1° hij die, ten einde eens anders driften te voldoen, een meerderjarige zelfs met zijn toestemming, aanwerft, meeneemt, wegbrengt of bij zich houdt met het oog op het plegen van ontucht of prostitutie; 2° hij die een huis van ontucht of prostitutie houdt;

3° hij die kamers of enige andere ruimte verkoopt, verhuurt of ter beschikking stelt met het oog op prostitutie met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren;

4° hij die, op welke manier ook, eens anders ontucht of prostitutie exploiteert.

§ 2. Poging tot de in § 1 bedoelde misdrijven wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van honderd [euro] tot vijfduizend [euro]. <W 2000-06-26/42, art. 2, Inwerkingtreding: 01-01-2002>

§ 3. Met (opsluiting) van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van vijfhonderd [euro] tot vijftigduizend [euro] wordt gestraft het plegen van de in § 1 bedoelde misdrijven wanneer de dader daarbij: <W 2000-06-26/42, art. 2, Inwerkingtreding: 01-01-2002><W 2000-11-28/35, art. 14, 029; Inwerkingtreding: 27-03-2001>

1° direct of indirect gebruik maakt van listige kunstgrepen, geweld, bedreigingen of enige andere vorm van dwang;

2° of misbruik maakt van ^[1] de kwetsbare toestand waarin een persoon verkeert ten gevolge van zijn onwettige of precaire administratieve toestand, zijn leeftijd, zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onwaardigheid^[1].

§ 4. Met (opsluiting) van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van duizend [euro] tot honderdduizend [euro] wordt gestraft: <W 2000-11-28/35, art. 14, 029; Inwerkingtreding: 27-03-2001> <W 2000-06-26/42, art. 2, Inwerkingtreding: 01-01-2002>

1° hij die, ten einde eens anders driften te voldoen, rechtstreeks of via een tussenpersoon, een minderjarige (...), zelfs met zijn toestemming aanwerft, meeneemt, wegbrengt of bij zich houdt met het oog op het plegen van ontucht of prostitutie; <W 2000-11-28/35, art. 14, 029; Inwerkingtreding: 27-03-2001> 2° hij die, rechtstreeks of via een tussenpersoon, een huis van ontucht of prostitutie houdt waar minderjarigen prostitutie of ontucht plegen;

3° hij die kamers of enige andere ruimte verkoopt, verhuurt of ter beschikking stelt van een minderjarige met het oog op ontucht of prostitutie met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren;

4° hij die, op welke manier ook, de ontucht of prostitutie van een minderjarige (...) exploiteert. <W 2000-11-28/35, art. 14, 029; Inwerkingtreding: 27-03-2001>

(5° hij die door de overhandiging, het aanbod of de belofte van een materieel of financieel voordeel ontucht of prostitutie van een minderjarige heeft verkregen.) <W 2000-11-28/35, art. 14, 029; Inwerkingtreding: 27-03-2001>

§ 5. (De misdrijven bedoeld in § 4 worden gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend [euro] tot honderdduizend [euro] als zij ten aanzien van een minderjarige onder de zestien jaar worden gepleegd.) <W 2000-11-28/35, art. 14, 029; Inwerkingtreding: 27-03-2001><W 2000-06-26/42, art. 2, Inwerkingtreding: 01-01-2002>

(§ 6. Hij die ontucht of prostitutie van een minderjarige ^[2], rechtstreeks, inbegrepen door middel van informatie- en communicatietechnologie,^[3] bijwoont, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van honderd [euro] tot tweeduizend [euro].) <W 2000-11-28/35, art. 14, 029; Inwerkingtreding: 27-03-2001><W 2000-06-26/42, art. 2, Inwerkingtreding: 01-01-2002>

^[2] § 7. De boete wordt zo veel keer toegepast als er slachtoffers zijn.^[2]